



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

« Ecole de la confiance » : il n'y a pas d'alternative, le gouvernement doit retirer son projet de loi !

Confronté aux mobilisations d'ampleur contre le projet de loi Ecole de la confiance, le gouvernement multiplie les annonces, de manière parfois contradictoire.

Le Ministre communique sur la réécriture de l'article 6 de sa loi sur les EPSF, mais le Sénat propose des amendements qui aggravent et confirment le contenu réactionnaire de la loi Blanquer (annualisation du temps de service, statut de directeur « autorité hiérarchique », affectation soumise à la décision du chef d'établissement, pérennisation du transfert de la mission d'instruction aux jardins d'enfants privés...). Macron parle de baisser les effectifs par classe, mais il supprime des moyens. Il parle de revalorisation, mais il continue le blocage des salaires et programme le recrutement de personnels contractuels et précaires, sans statut, en lieu et place des fonctionnaires.

Tous les problèmes demeurent.

La loi Blanquer n'est ni amendable, ni négociable. Elle doit être retirée. Les contre-réformes dans l'Education nationale (Parcoursup, réforme du lycée et du baccalauréat...) doivent être abandonnées. Le projet de loi de destruction de la Fonction publique est rejeté par l'ensemble des fédérations de fonctionnaires qui appellent à la grève et aux manifestations du 9 mai.

Après les manifestations importantes du 1er mai et la mobilisation sociale qui continue les samedis, le gouvernement voudrait associer les organisations syndicales à la mise en place des contre-réformes, et en même temps, il déchaîne la violence policière contre les manifestants, les cortèges syndicaux, les gilets jaunes.

Mais la détermination des salariés reste intacte. Le gouvernement est isolé, il doit entendre les revendications. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la grève maintenant, pour faire reculer le gouvernement, pour obtenir le retrait de la loi Blanquer et de toutes les contre-réformes. Nous pouvons le faire plier !

C'est pourquoi la FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir dans les écoles, les établissements et les services dès le 9 mai, jour de grève dans toute la Fonction publique, pour confirmer les revendications et décider des suites à donner, par l'action efficace à même de faire céder le ministre, y compris la grève jusqu'à satisfaction.

La FNEC FP-FO a demandé à être reçue par le ministre de l'Education nationale. Après le « blabla » médiatique du Président et ses pseudos-annonces, le ministre Blanquer doit s'expliquer et répondre aux revendications.

Montreuil, le 7 mai 2019